|  |
| --- |
| **Le conseil de l'Europe s'inquiète de la rhétorique anti-Roms en France** |
| 25/09/2013 - 16:14 AFP |
| Le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe Nils Muiznieks s'est dit "très inquiet" mercredi de la "rhétorique anti-roms" en France, en particulier à l'approche de élections municipales et européennes de 2014.  "Ce débat perpétue une tendance inquiétante vers une rhétorique anti-roms discriminatoire et incendiaire, et risque de prendre un virage dangereux avec les prochaines élections municipales et européennes", a-t-il estimé dans un communiqué publié au siège du Conseil de l'Europe à Strasbourg.  Ce débat "stigmatise des citoyens européens juste à cause de leur origine et alimente de plus en plus d'attitudes anti-Roms au sein de la population", souligne le Commissaire aux droits de l'homme de l'organisation paneuropéenne, qui réunit 47 pays et dont les principaux objectifs sont la défense des droits de l'homme, de la démocrate et de l'Etat de droit.  Le fait "que des officiels élus ou des politiques répètent de telles déclarations a aussi un effet délétère de banalisation des discriminations", prévient M. Muiznieks.  "Il est grand temps" selon lui que les politiques s'engagent davantage à "promouvoir le respect de la dignité humaine et les droits de l'homme, y compris ceux des groupes les plus vulnérables", conclut-il.  Critiqué dans son camp pour ses propos sur les Roms qui ne "sont qu'une minorité à vouloir s'intégrer", le ministre français de l'Intérieur Manuel Valls s'est tourné vers la Roumanie et la Bulgarie, leur demandant de faire davantage pour l'intégration de cette minorité.  "Les Roms ont vocation à retourner dans leur pays et à s'intégrer là-bas", a-t-il répété mercredi sur RMC/BFM TV après des propos similaires la veille, jugés "excessifs" par son collègue Arnaud Montebourg, qui lui a demandé de les corriger. |

Commissioner

for Human Rights

 